
La vision du Canada de Joey Smallwood

par Joseph Smallwood

En juillet 1992, la trente-troisième conférence de la Région du Canada de l'Association parlementaire du Commonwealth se déroulera à Terre-Neuve. Pour souligner l'événement, nous reproduisons l'un des textes politiques les plus célèbres de Terre-Neuve, un discours prononcé par Joey Smallwood en 1946, pour inciter Terre-Neuve à se joindre au Canada. Ayant été à l'origine une voix dans le désert, il travailla sans relâche à réaliser cet objectif, et ce malgré de nombreuses tribulations. Le 31 mars 1949, Terre-Neuve devint la dixième province du Canada. Joey Smallwood est décédé en décembre 1991. Ses paroles méritent encore l'attention des personnalités politiques contemporaines, qui doivent faire face aux problèmes constitutionnels et économiques d'aujourd'hui.

La lutte des Terre-Neuviens pour survivre a commencé le jour où ils sont débarqués ici, il y a quelque quatre siècles, et n'a jamais cessé depuis. Elle est encore plus cruelle qu'elle ne l'était alors, et la population envisage l'avenir avec plus d'appréhension aujourd'hui qu'il y a un siècle.

Les conceptions modernes de ce que la vie peut être, de ce qu'elle doit être, ont élargi nos horizons et nous ont mieux fait prendre conscience de l'énorme gouffre qui sépare ce que nous avons et ce que nous sommes de ce que nous croyons et devrions avoir et être. Nous avons appris par les journaux, le cinéma, la radio et les étrangers que les habitants du continent de l'Amérique du Nord jouissaient d'un niveau de vie plus élevé; nous avons pris conscience, avec un sentiment de malaise, de notre niveau de vie peu élevé, et nous sommes irrésistiblement poussés à nous demander si la cause première de notre situation ne serait pas notre isolement que nous cherchons pourtant à préserver.

Nous nous sommes souvent dit, dans le passé, quand nous avons appris que le niveau de vie était plus élevé sur le continent, qu'il s'agissait là d'un autre monde qui nous était interdit. Mais nous ne sommes plus si certains aujourd'hui que le Tout-Puissant a prévu deux barèmes d'évaluation du niveau de bien-être : l'un pour le continent, et l'autre pour cette île qui le longe.

Aujourd'hui, nous ne sommes plus aussi certains, plus aussi prêts à tenir pour acquis que nous, les Terre-Neuviens, sommes voués à nous résigner à un niveau de vie de beaucoup inférieur à celui de nos voisins du Canada et des États-Unis. Aujourd'hui, nous sommes davantage disposés à croire que

notre qualité d'être humain, oeuvre même de Dieu, nous donne droit à un niveau de vie qui ne soit pas inférieur à celui de nos frères du continent.

Terre-Neuve est réputée pour sa richesse et sa variété. Nous pouvons dire, sans exagération, que nos pêches se classent au premier rang des richesses maritimes mondiales. Nous avons de vastes étendues de forêts, de l'énergie hydraulique et des ressources minérales en abondance. Les habitants de Terre-Neuve sont industriels, travailleurs, économes, ingénieurs et sérieux.

Avec une combinaison de telles ressources naturelles et de tels habitants, nous devrions avoir un pays prospère et jouir d'un niveau de vie élevé. Nous devrions avoir de belles maisons modernes bien équipées, une abondance d'aliments sains et de vêtements, les commodités de la civilisation moderne du Nouveau Monde, des routes, des écoles et des hôpitaux en bon état, des normes élevées d'hygiène publique et de santé, en somme, nous devrions être un pays énergique, prospère et progressif.

Mais tel n'est pas le cas. Comparativement au continent de l'Amérique du Nord, nous sommes 50 ans, voire 100 ans en arrière dans certains cas. Nous vivons plus pauvrement, plus petitement, plus misérablement. Notre vie procède davantage du combat. Et ce combat est plus pénible, plus élémentaire, plus désespéré. Au sein de la famille de l'Amérique du Nord, les Terre-Neuviens ont la réputation d'avoir le niveau de vie le moins élevé, d'être les moins progressistes et les moins avancés.

Nous aimons tous ce pays. Il possède un charme qui nous réchauffe le cœur, partout où l'on aille; il exerce un charme, une attirance magique, mystérieuse qui ne se dément pas. Nous l'aimons, malgré tous ses défauts. Mais nous subissons une métamorphose dès que nous traversons la frontière qui nous sépare des autres pays.

Lorsque nous quittons Terre-Neuve, notre esprit subit une transformation : nous nous attendons à un mode de vie plus moderne, nous le tenons même pour acquis, alors qu'il nous semblerait ridicule, voir cupide, de s'attendre à pareille situation chez nous.

Et lorsque nous revenons à Terre-Neuve, nous laissons ce niveau de vie élevé derrière nous, et nous revenons à notre état initial. Nous nous sommes tellement habitués à notre niveau de vie inférieur, à nos méthodes dépassées et à nos commodités désuètes que nous nous réadaptions inconsciemment à la vie misérable que nous connaissons depuis toujours. Nous sommes tellement habitués à notre chemin de fer et à nos embarcations côtières que nous les voyons à peine; tellement habitués à nos localités, routes, maisons, écoles, hôpitaux et hôtels et à toutes ces autres choses, que nous ne nous rendons même plus compte de leur médiocrité, de leur vétusté, de leur petitesse.

Nous avons grandi dans une telle atmosphère de lutte, d'adversité, de misère, que nous ne sommes jamais étonnés, jamais scandalisés, quand nous apprenons que nous détenons l'un des taux les plus élevés de tuberculose au monde; l'un des taux les plus élevés de mortalité infantile au monde; l'un des taux les plus élevés de bérubéri et de rachitisme au monde.

Nous tenons pour acquis cette situation épouvantable. Nous tenons pour acquis notre niveau de vie inférieur, notre pauvreté. Nous ne nous en indignons pas. Notre indignation, nous la manifestons à l'égard de ceux qui dévoilent ces faits. Même si nous sommes orgueilleux, si nous sommes prêts à connaître, à tenir pour acquis et même à justifier ces faits entre nous, assez curieusement, nous sommes irrités et blessés lorsque ces situations scandaleuses sont étalées au grand jour.

Nous sommes très fiers des habitants de Terre-Neuve. Nous admirons tous leur force, leur compétence, leur faculté d'adaptation, leur ingéniosité, leur labeur, leur parcimonie, leur sérieux et leur générosité simple qui vient du cœur.

Nous sommes fiers d'eux, mais sommes-nous indignés? Ne bouillons-nous pas devant l'injustice dont ils sont victimes? Lorsque nous voyons le long et pénible combat qu'ils mènent? Lorsque nous voyons leur niveau de vie? Avons-nous de la compassion pour eux? Sommes-nous si absorbés, si pris par notre propre combat pour vivre dans ce pays que notre conscience sociale a fléchi, voire s'est endurcie? Est-ce que notre propre combat acharné pour parvenir à une condition décente nous a aveuglés au point que nous n'éprouvons peu ou pas de commisération à l'égard des dizaines de milliers de nos frères dont le sort est pire que le nôtre?

Dans le chaos mondial actuel et futur, avec ses terribles incertitudes de toutes sortes, il serait cruel et futile, maintenant

que nous avons l'occasion de nous prononcer, d'influencer la poignée de personnes qui habitent cette petite île et d'essayer de s'établir en tant que nation indépendante.

Nos 65 000 familles peuvent gagner suffisamment d'argent, dans les années à venir, pour subvenir à leurs besoins à peu près décentement et pour financer des services publics d'une petite municipalité. Mais est-ce que ce sera suffisant pour financer un gouvernement national indépendant en croissance, ou même dans l'état actuel?

À l'exception de quelques années au cours de la présente guerre (la Seconde guerre mondiale) et de quelques années au cours de la précédente, les gains des Terre-Neuviens ne leur ont jamais permis d'atteindre un niveau de vie comparable à celui des habitants de l'Amérique du Nord et n'ont jamais permis de soutenir un gouvernement même au cours d'une période d'avant-guerre. Notre population n'a jamais vécu dans l'aisance et n'a jamais pu produire des recettes fiscales suffisantes pour maintenir le gouvernement. Les besoins restants étaient comblés par des emprunts ou des subventions.

Nous pouvons en fait abaisser le niveau de vie de la population : nous pouvons l'obliger à moins manger, à moins s'habiller et à utiliser et à avoir moins de choses qu'auparavant; nous pouvons également réduire les services gouvernementaux. Nous pourrions ainsi réussir à maintenir plus ou moins notre situation de nation indépendante. Nous pouvons résolument décider d'être pauvres, mais fiers.

Mais si c'est ce que nous voulons, la décision doit être prise par les 60 000 familles qui seraient obligées de faire des sacrifices, et non par les 5 000 familles qui peuvent espérer se tirer d'affaire dans un cas comme dans l'autre.

Nous avons, dis-je, parfaitement le droit de décider de renoncer à la qualité des services publics de l'Amérique du Nord et de nous condamner, en tant que peuple et que gouvernement, à de longues années de lutte seulement pour préserver le peu que nous avons. Nous pouvons, si nous le désirons, tourner le dos au continent nord-américain, à côté duquel Dieu nous a placés, et nous résigner à la perspective plus sombre et à la vie plus pauvre de l'Europe, qui se trouve à 2 000 milles de l'autre côté de l'océan.

Nous pouvons faire ce choix, ou alors nous rendre à l'évidence que la logique même de notre situation géographique nous commande de nous rapprocher de ce continent aux perspectives progressistes et au niveau de vie dynamique.

Le danger qui nous guette, me semble-t-il, est de nourrir des illusions de grandeur. Nous nous rappelons de l'histoire de petits États qui ont vaillamment préservé leur indépendance nationale et développé leur propre culture avec fierté, mais nous avons tendance à oublier qu'il est ridicule de comparer Terre-Neuve avec ceux-ci.

Nous ne sommes pas une nation. Nous sommes simplement une municipalité de taille moyenne, une simple municipalité de banlieue. William Carson, Patrick Morris et John Kent ont

eu raison, dans les premières décennies du XIX^e siècle, de préconiser de nous affranchir des liens qui nous unissaient au gouvernement du Royaume-Uni. Mais ce même amour de Terre-Neuve et ce même patriotisme qui ont inspiré leur action à cette époque les conduiraient aujourd'hui, s'ils étaient encore vivants, à aller jusqu'au bout de leur raisonnement, c'est-à-dire à passer à l'étape suivante, à savoir l'union de Terre-Neuve avec le continent du Nouveau Monde où règnent la démocratie et le développement.

Il est vrai qu'à une certaine époque, de petits États ont vécu de façon éclatante. Mais cette époque fait partie de l'histoire ancienne de l'Europe. Nous essayons de vivre au milieu du XX^e Siècle, dans le Nouveau Monde d'après Hitler. Nous vivons dans un monde où les chances de survie des petits pays sont plus minces que jamais.

Nous pouvons, bien sûr, persister dans notre isolement – rester tel un point sur le littoral de l'Amérique du Nord, les faibles du continent nord-américain – nous efforcer vainement de subvenir à nos besoins et de maintenir nos services publics beaucoup plus nombreux. Lorsque la radio, le cinéma et les étrangers nous rappellent constamment que le niveau de vie est supérieur de l'autre côté du golfe, nous pouvons hausser les épaules de façon incrédule ou persister à croire de façon désespérée que cela n'est pas pour nous.

Comme nous sommes coupés de la vitalité et de l'expansion vibrante du continent, nous n'avons pas suivi la marche du temps, «victimes des circonstances», «Cendrillon de l'Empire». Nous pouvons maintenant décider de demeurer dans notre isolement pénalisant ou saisir l'occasion qui pourrait nous ouvrir de plus vastes horizons et nous procurer un niveau de vie plus élevé, c'est-à-dire nous joindre au continent d'Amérique.

Je ne fais pas partie de ceux, s'il en est, qui accueilleraient favorablement une union fédérale avec le Canada à n'importe quel prix. En tant que Terre-Neuvien dont les ancêtres sont arrivés au pays il y a près de deux siècles, il y a un prix que je ne suis pas prêt à voir Terre-Neuve payer. Je suis pour que le pays établisse un lien fédéral avec cette grande nation britannique, mais je ne crois pas que nous devons jamais être obligés d'oublier que nous sommes des Terre-Neuviens qui possédons notre propre histoire et notre propre tradition.

Je pense que nous avons sans doute beaucoup à gagner à lier notre sort à celui de cette grande nation, mais en tant que province autonome du Dominion, nous devrions continuer, et j'insiste sur ce point, à jouir de notre propre culture distinctive. Je ne nie pas qu'il nous faille, une fois que nous ferons partie

de l'union fédérale canadienne, élargir la portée de notre loyauté et l'étendre à la fédération dans son ensemble. Je ne nie absolument pas cette obligation, mais j'insiste sur le fait que, en tant que membre de la fédération, nous devrions continuer de vouer librement notre amour à notre pays qui nous est si cher.

Je ne fais pas partie non plus de ceux, s'il en est, qui accueilleraient favorablement l'union avec le Canada sans tenir compte du prix que le Dominion est prêt à payer.

Je m'engage devant la Chambre et devant la population à fonder ma décision ultime au sujet de la question de la confédération en tenant compte de la nature des conditions qui seront présentées à la convention et au pays. Si les conditions sont telles qu'il ne fait pas de doute qu'elles amélioreront la situation de la population de Terre-Neuve, je vais les appuyer. Dans le cas contraire, je vais m'y opposer par tous les moyens possibles.

Le bien-être de la population est le seul critère que j'utilise pour évaluer le prix que nous payons et le prix que nous exigeons. C'est l'angle sous lequel je vois toute la question de l'union fédérale avec le Canada. C'est dans cet esprit que je présente cette proposition aujourd'hui.

Je vais me prononcer pour la confédération si elle signifie une diminution du coût de la vie chez nous. Je vais me prononcer pour la confédération si elle signifie une augmentation du niveau de vie chez nous. Je vais me prononcer pour la confédération si elle apporte solidité, stabilité et sécurité à Terre-Neuve.

Je vais me prononcer pour la confédération si elle nous apporte un gouvernement démocratique. Je vais me prononcer pour la confédération si elle nous libère de la Commission de gouvernement. Je vais me prononcer pour la confédération si elle nous apporte un gouvernement responsable dans des conditions qui vont permettre à un gouvernement responsable de s'établir avec succès. Je vais me prononcer pour la confédération si elle fait de nous une province bénéficiant des mêmes privilèges et droits que les autres provinces.

Ce sont là les conditions auxquelles je vais appuyer la confédération, c'est-à-dire à la condition que celle-ci se traduise par un accroissement de notre niveau de vie, une vie plus agréable pour les Terre-Neuviens, la stabilité et la sécurité dans notre pays et un véritable gouvernement responsable et démocratique dans des conditions qui vont lui permettre de bien remplir son mandat.

Je pense que, ainsi, les Terre-Neuviens vivraient mieux et plus heureux. Si vous acceptez cette proposition, et que le Canada nous offre des conditions généreuses, ce dont je ne doute pas, et que Terre-Neuve décide de sortir de son isolement chronique, je crois en mon âme et conscience que la population va bénir le jour où cette proposition a été adoptée. Avec la grâce de Dieu, faisons un pas en avant et améliorons le sort de Terre-Neuve.